



Presse

Lu pour vous

aef.info
SÉCURITÉ GLOBALE

Mercredi 15 janvier 2020

Par Raphaël MARCHAL, Dépêche 619943 - Reproduit avec l'aimable autorisation de www.aef.info

"Exemplarité" des policiers : les forces de l'ordre amères sur le changement de ton de l'exécutif

"Inapproprié", "maladroit", "inacceptable"... Les syndicats de police réagissent auprès d'AEF info sur le changement de ton dans la communication de l'exécutif quant au comportement des forces de l'ordre. Ces derniers jours, le chef de l'État, le Premier ministre comme le ministre de l'Intérieur ont appelé les policiers et les gendarmes à davantage d'"exemplarité", pointant des agissements "inacceptables" parmi les agents. Plusieurs syndicalistes mettent en garde contre de tels propos, et dénoncent le caractère "politique" du discours, à deux mois du premier tour des élections municipales...

"J'attends de nos policiers et de nos gendarmes la plus grande déontologie. J'ai demandé au ministre de l'Intérieur de me faire des propositions très concrètes là-dessus." Ces propos, tenus par Emmanuel Macron mardi 14 janvier 2020, ont concrétisé un changement de ton des responsables politiques sur le comportement des policiers et gendarmes ces derniers jours.

"On nous lâche en plein milieu du gué"

Le secrétaire général d'Alternative police (CFDT) fait également part à AEF info de son mécontentement. "Nous sommes très remontés, on nous lâche en plein milieu du gué. De tels propos sont inacceptables et inaudibles", explique Denis Jacob. "La situation à laquelle nous sommes confrontés résulte du choix politique de l'action directe lors des opérations de maintien de l'ordre, de privilégier le contact pour interpellier les casseurs, avec une récurrence de manifestations toutes les semaines depuis plus d'un an", témoigne-t-il. "Nous sommes des êtres humains, il est possible de craquer psychologiquement."

"Il est inacceptable de la part du président de la République de demander de trouver de nouveaux moyens de contrôle de la déontologie, alors que nous disposons déjà d'outils. Nous demandons depuis des années le port effectif de la caméra mobile", précise Denis Jacob. Il pointe également l'absence, à ce jour, du nouveau "schéma national du maintien de l'ordre". Le secrétaire général d'Alternative police demande également "des moyens favorisant la désescalade", des outils divers comme des traceurs chimiques ou des moyens sonores et lumineux, et met l'accent sur la formation continue des agents.

Il regrette également l'absence de discours concernant les suicides de policiers ou le décès de l'agent percuté à Bron. "Dans ces conditions, nous appellerons les policiers à faire valoir leur droit de retrait lorsque les circonstances l'exigent", rappelle-t-il. "Nous n'allons pas continuer à aller dans la confrontation, à canaliser les flux de violence, pour ensuite se faire reprocher des comportements de violence illégitime."